

# **La Banque de France et la Commune de Paris (1871) [Eric Cavaterra]**

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **49 (1999)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.05.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*

ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

sucht werden da im Grunde lediglich nicht-französische jakobinische Verhältnisse – Einzelpersonen wie Georg Forster, Gesellschaften wie die London Corresponding Society oder die «patriotische Klubbewegung» Italiens (S. 324), jakobinische Gehversuche wie die Mainzer Revolution 1792. Obwohl Reichardt ursprünglich über den Vergleich von der Mainzer Republik zur Grande révolution gekommen ist, wirkt das Vergleichskapitel allzusehr wie ein dem übergeordneten Verlagskonzept geschuldeter Zusatztext. Für den Schweizer Leser ist im übrigen schade, dass sich Reichardt der Frage, wie die Helvetische Republik im europäischen Rahmen einzuordnen ist, nicht zuwendet. Sein zeitlicher Schwerpunkt liegt auf der ersten Hälfte der 1790er Jahre, die Helvetische Revolution kommt für ihn schlicht zu spät.

Zum andern hat Reichardt in Einzelstudien und Editionen längst Grosses geboten. Und beachtliche Goldfunde – Innovationen und Neu-Interpretationen – birgt und präsentiert er auch im vorliegenden Buch, etwa im schlicht daherkommenden Kapitel über «Praxisfelder der revolutionären Kultur in Frankreich». Die Unterkapitel über die revolutionäre Frauenbewegung, über das Wahlprinzip und seine paradoxen Auswirkungen, über Revolutionspublizistik, Zeichensysteme und «inszenierte Revolution» sind selbständige, kleine, aber feine Studien, deren methodische Brillanz und Inhaltlichkeit imponieren. Ob es nun eine Verballhornung von Condorcets Verfassungsentwurf im Rahmen der «gesungenen Revolution» (S. 213), eine Darstellung der «publizistischen Explosion» und ihrer mentalen Voraussetzungen und Auswirkungen (S. 190) oder die Scharmützel der revolutionären «Logomachie» (S. 220) sind: In den Studien über die kulturelle Praxis und ihre Entwicklung kommen die Kenntnisse, der methodische Anspruch und das historische Gespür Reichardts voll zum Tragen: Entstanden sind tiefsschürfende Analysen und Interpretationen in vorbildlich-knapper Darstellung.

Sebastian Brändli, Zürich

Eric Cavaterra: **La Banque de France et la Commune de Paris (1871).** Préface de Michel Margairaz. Paris, L'Harmattan, 1998, 334 p. (Chemins de la mémoire).

Les relations entre mouvements sociaux et monde de la finance sont souvent mystérieux et propices à toutes sortes de fantasmes. La publication d'un récent travail universitaire et la reconstruction minutieuse qu'il nous propose permettent aujourd'hui de mieux les appréhender en ce qui concerne la Commune de Paris et la Banque de France.

On peut distinguer trois périodes: la première, jusqu'au 28 mars, voit la Banque verser une somme de 2,5 millions à la Commune; la seconde, jusqu'au 20 avril, donne lieu à une accalmie de part et d'autre; enfin, dans la dernière phase, les demandes s'accélèrent au même titre que les résistances.

La Banque a toujours versé en rechignant, jouant la montre et surtout un double jeu (les Versaillais recevaient bien davantage). L'exacerbation des tensions avec les Communards est aussi survenue dès lors que l'argent réquisitionné appartenait vraiment à la Banque et à ses actionnaires. Certes, elle a bien été la première source de financement de la Commune, ce qui a permis de payer la solde des gardes nationaux, mais elle a surtout été respectée alors que son siège se trouvait en plein territoire communard.

Cette relation entre Commune et Banque de France, tout comme l'histoire de ses représentations successives, sont riches de légendes (ces diamants de la Cou-

ronne que l'on est venu chercher à la Banque), de personnalisations (tout ou presque s'expliquerait par la collaboration entre le sous-gouverneur de Ploëuc et le bourgeois prud'honiens Charles Beslay qui aurait trahi la Commune) et de certitudes affirmées (il fallait investir la Banque de France, nourrir le peuple).

Pourtant, c'est la Commune dans son ensemble qui a fait preuve de modération au nom d'un légalisme qui n'excluait pas le respect de la propriété et de la dimension nationale de la Banque de France. Aussi l'auteur nous incite-t-il à ne pas déplacer des problèmes d'ordre stratégique ou militaire dans le domaine financier. Il rend compte d'un dépouillement de sources et d'une lecture critique de l'historiographie en insistant à juste titre sur la clairvoyance d'un Karl Marx. Mais on regrettera qu'il n'ait pas élargi son propos à une analyse plus générale de la Commune. Sa réflexion n'absout en rien l'institution bancaire et ses responsables, mais évite de faire de Beslay le bouc émissaire qu'il a largement été dans les consciences, ce qui ne permettait pas de prendre en compte avec lucidité les limites générales de la Commune. Elle fait ainsi progresser nos connaissances sur ces semaines tragiques qui ont eu tellement d'importance pour l'histoire sociale des temps ultérieurs.

*Charles Heimberg, Petit-Lancy*

**Sous l'œil de Moscou. Le Parti communiste suisse et l'Internationale, 1931–1943.**  
Sous la direction d'André Lasserre. Édité par Brigitte Studer. Zurich, Chronos, 1996, 909 p. (Archives de Jules Humbert-Droz, V).

La parution de ce cinquième volume des Archives Jules Humbert-Droz est à saluer pour la masse d'informations qu'elle nous apporte et l'intérêt de son riche appareil critique (il est constitué d'une solide introduction, de nombreuses notes qui situent les documents et leurs protagonistes dans un certain contexte et d'utiles annexes parmi lesquelles une liste des périodiques communistes). La période couverte correspond pour Humbert-Droz à des épisodes de disgrâce (1933 et 1934, avant le tournant de l'Internationale favorable au front unique) ou de semi-clandestinité du mouvement communiste (pendant la guerre) durant lesquelles la documentation s'appauvrit. Elle ne permet donc pas d'éclaircir pleinement les zones d'ombre des difficultés et des dernières années de l'ancien pasteur neuchâtelois au sein du communisme.

En outre, l'intérêt des documents qui sont proposés dans ce gros volume est variable. Les plus longs, des analyses conjoncturelles ou des directives, témoignent souvent des redondances et des lourdeurs d'un langage bureaucratique au sein d'une organisation passablement repliée sur elle-même. Ils servent surtout une approche politique et structurelle de l'histoire de l'appareil stalinien mais nous renseignent peu sur un peuple communiste dont on sait qu'il était ici plutôt restreint. En revanche, d'autres documents plus brefs et plus spontanés, souvent des correspondances, sont beaucoup plus riches. Ils nous renseignent sur les problèmes quotidiens de l'engagement communiste, mais aussi sur des conflits internes à l'organisation, et par voie de conséquence sur les méthodes bureaucratiques et la langue de bois qui y sévissaient.

L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam avait publié les trois premiers volumes des Archives de Jules Humbert-Droz. Ils portaient sur une période durant laquelle le dirigeant suisse, de par ses fonctions, se trouvait au cœur des débats internationaux. Aussi le titre de ce nouvel ouvrage prête-t-il à confusion dans la mesure où l'essentiel des documents proposés concernent l'histoire intérieure